

[Texte]

presently stands, Canada still colonizes the Indigenous Peoples.

We, the Indigenous Peoples under Treaty, are suffering discrimination and persecution simply because we are different. Racial prejudice fuels the machine of assimilation. This fact is deliberately exaggerated by those intent on gaining or retaining political dominance over our people. Individuals are given rights in our communities without our consent. We are being forced to defend our interests as a group against the discrimination brought on by Bill C-31.

Our hunting rights are being jeopardized by these individuals who were assimilated into the large society and are now returned to our communities. They do not possess our cultural values nor our legal system. Consequently, with their status cards, they go out and waste the game by overkill. It is like letting a kid into the candy store and locking him in. We have many examples of "new Indians" abusing the game. In one instance, a person was given their status card, and that winter he killed twenty-five moose. This number of moose could have fed our community for most of the winter. When people in our community go out to hunt and overkill by one or two, our community makes them answer for this killing. A member of the community shares the meat. It is our law. But these "new Indians" do not answer to our communities as they are not part of the community. They have non-Indian values and have no sense of shame or guilt for the killing of our animals. We are concerned because if there are approximately 118,000 new Indians with status cards and even a small percentage hunt, what is going to happen to the game?

Our animals are in trouble. Our responsibility to these animals is being diminished because these "new Indians" claim rights. With the claim of rights should come responsibility. But where is the responsibility? The provincial governments' fish and game officials are calling for a ban on Treaty Indian rights to hunting, fishing and trapping, claiming there are too many Indians. We raised this issue when Bill C-31 was being considered. The committee ignored our concerns. Member of Parliament Jack Shields raised the matter in the House during the debate on Bill C-31, but the Minister from Toronto did not believe this to be a valid issue. Our treaty right to hunt, fish and trap is fundamental to our way of life. It is part of our laws. By choosing to ignore our concerns, this Minister put our Treaty in jeopardy. These "new Indians" do not have Treaty rights. They are not part of the Treaty. They should be prohibited from hunting, fishing and trapping.

[Traduction]

le droit de se gouverner eux-mêmes et accroître leur participation au processus politique. A l'heure actuelle, le Canada continue de coloniser les peuples autochtones.

Les membres des peuples autochtones régis par le Traité sont victimes de discrimination et de persécution du seul fait qu'ils sont différents des autres Canadiens. Le préjudice racial sert à alimenter la machine de l'assimilation. Ce fait est délibérément exagéré par ceux qui veulent instaurer ou maintenir leur dominance politique sur notre peuple. On donne des droits à des membres de nos collectivités sans notre consentement. On nous force à défendre nos intérêts en tant que groupe contre le traitement discriminatoire qui nous est réservé dans le projet de loi C-31.

Nos droits de chasse sont menacés par ceux qui se sont assimilés à la grande société et qui veulent maintenant réintégrer nos collectivités. Ces personnes n'ont pas nos valeurs culturelles et ne connaissent pas nos lois. Par conséquent, dès qu'ils obtiennent leur statut, ils s'empressent d'aller à la chasse et d'abattre le plus de gibier possible. Ils agissent comme des enfants qu'on aurait enfermés dans un magasin de bonbons. Nous pourrions vous citer bien des exemples de nouveaux Indiens qui abusent de leurs privilèges de chasse. J'ai entendu dire qu'après avoir obtenu son statut d'Indien, une personne était allée chasser et avait abattu 25 orignaux dans son hiver. On aurait pu nourrir notre village pendant presque tout l'hiver avec cette quantité de viande. Chez nous, quiconque chasse un ou deux caribous de trop doit rendre des comptes à la collectivité. Nos membres doivent partager leurs prises, conformément à nos lois. Or, les nouveaux Indiens n'ont pas de compte à rendre, car ils ne font pas partie de notre collectivité. Leurs valeurs sont celles des non-Indiens. Ils n'éprouvent aucun honte ni culpabilité à tuer nos animaux. Cela nous inquiète, car qu'arrivera-t-il à nos territoires de chasse si seulement un petit pourcentage des quelque 118,000 nouveaux Indiens qui seront réinstallés décident d'aller à la chasse?

Nos animaux sont menacés. Nous ne pouvons plus nous rendre responsables de la survie des espèces, car les nouveaux Indiens revendiquent des droits. Pourtant, les droits devraient être assortis de responsabilités. Mais qu'en est-il? Les autorités provinciales chargées de la pêche et de la chasse réclament un moratoire sur les droits de chasse, de pêche et de piégeage accordés aux Indiens régis par le Traité, sous prétexte qu'il y a trop d'Indiens. Nous avons soulevé le problème lors de l'étude du projet de loi C-31. Toutefois, le Comité n'a pas tenu compte de nos préoccupations. Le député Jack Shields a bien soulevé la question en Chambre au cours du débat sur le projet de loi C-31, mais le ministre, qui vient de Toronto, n'a pas jugé bon de retenir son point de vue. Le maintien des droits de chasse, de pêche et de piégeage garantis par le Traité est essentiel pour que nous puissions conserver notre mode de vie. Ces droits sont inscrits dans nos lois. En décidant de ne pas en tenir compte, le ministre sabote le Traité. Les nouveaux Indiens n'ont aucun droit en vertu du Traité. Ils n'en étaient pas signataires. On devrait